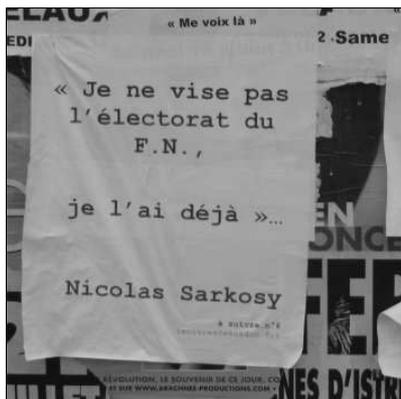


Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire – N°6 automne 2005, prix libre...

RESISTANCES !



Sommes nous bien conscients de la direction que prend actuellement la société française : une société glaçante, autoritaire voire fascisante ?

Actes de répression syndicale de plus en plus accentués : licenciements de syndicalistes, inculpations multiples, condamnations.

Interventions violentes contre des salariés en lutte : des grévistes de Bègles face à un groupe policier d'intervention jusqu'aux derniers «pirates corses» confrontés à un GIGN en pleine action de guerre,...et tout cela sur fond de médias dominants toujours à jouer «la voix de son maître».

Expulsions à répétition des plus mal-logés : bouclage de quartiers, destructions, violences, enfants privés de rentrée scolaire.

Rafles d'"étrangers" dignes d'une époque pas si lointaine, peu ragoûtante. Utilisation des enfants comme appâts pour mieux atteindre les parents. Les sans papiers sont traqués jusque dans les foyers de Guéret.

Trafics autour des chiffres du chômage pour manipuler un peu plus l'opinion publique et diatribes des plus populistes pour toujours mieux stigmatiser la masse grandissante des précaires.

Cette destruction méthodique de toutes les solidarités va-t-elle atteindre un point de non-retour ? A Paris, à Guéret et ailleurs, les résistances sont encore faibles, mais des mouvements de solidarité et de désobéissance civile se développent. Nous devons rapidement nous donner les moyens de construire enfin une société libre, autogérée, antiautoritaire à laquelle nombre d'entre nous aspirent.

"QUE SE VAYAN TODOS "

"Qu'ils s'en aillent tous" (slogan argentin)

*Lorsque les nazis vinrent chercher les communistes,
Je me suis tu : je n'étais pas communiste. (...)*

*Lorsqu'ils sont venus chercher les juifs,
Je me suis tu : je n'étais pas juif.(...)*

*Lorsqu'ils sont venus me chercher,
Il n'y avait plus personne pour protester.*

Martin Miemoller, pasteur allemand interné par Hitler de 1936 à 1945



Tous en colère

Le gendarme et le chômeur : p 2

Capitalisme à la poubelle

Patriotisme économique : p 3

A plus soif ! : p 4, 5

La gueule toute verte

L'énergie du désespoir : p 6

Eoliennes blues : p 7

Raison d'état

Colonialisme honteux : p 8

Religion

Les grands messes du sport : p 9

Mémoire aux poings

Marche pacifiste et 11 novembre : p 10

La catin révolutionnaire p 11

Allo ! Démocratie

Communes en folie : p 12

Police'art

De la friture dans la musique p 13

Mauvaises lectures

« Suicidé de la société » : p 14

Culture interdite

Artiste maudit : p 15

Poètes, vos papiers p 16

Attention à la fermeture automatique des paupières

Atelier l'Atalante, affiche, Genève 1998

2 – Tous en colère

Déferlante sécuritaire à Vassivière

À la fin du mois de juillet, le premier festival de reggae (« Sun and sounds ») s'est déroulé à Masgrangeas (au bord du lac de Vassivière) dans une ambiance quelque peu désagréable et inquiétante mais pas franchement inattendue compte tenu de la personnalité (et surtout des idées) du ministre de l'intérieur ! Les habitants de la région ainsi que les personnes venues d'un peu partout pour ce festival ont pu assister à une véritable déferlante sécuritaire. Ce n'était plus « Soleil et musique » mais plutôt « Sun, sounds and pigs ». En effet les environs de Masgrangeas se sont retrouvés envahis par une quantité assez conséquente de gendarmes (des dizaines de véhicules, de la simple voiture au gros camion en passant par la land-rover et plus d'une centaine de militaires). Il y avait vraiment de quoi rassurer le brave paysan creusois ! Mais le rassurer de quoi ?

On peut s'interroger sur cette présence plus que massive des forces de gendarmerie. Comment les rastas, à la réputation pacifique, amoureux du reggae ont-ils pu générer une telle peur et un tel affolement chez ces forces dites de « sécurité » et d'« ordre » ? C'est à se demander qui « fume la moquette » ? N'écouter sans doute (sans compter sur un zèle toujours prompt à se développer dans ce genre de milieu) que des

ordres venus des instances les plus hautes, les gendarmes se livrèrent à leurs exercices, de plus en plus habituels, c'est-à-dire une intense surveillance (y compris à la jumelle) du camp « ennemi » appuyé par un QG situé à proximité avec tout le matériel informatique nécessaire, sans oublier le contrôle systématique des véhicules



accompagné souvent de la fouille de ceux-ci mais aussi de leurs occupants ! Drôle d'atmosphère tout de même pour ce paisible festival et surtout un effet des plus néfastes

quant au succès espéré pour ce genre de manifestation. On comprend aisément la colère des organisateurs.

Un mois plus tard, ce fut une inoffensive « free party » à Peyrelevalde (sur terrain privé) qui fit les frais de cette pression sécuritaire. Là, en plus, on utilisa carrément les services d'un hélicoptère pour accentuer la surveillance d'à peine deux cents adeptes de musique techno. Et cela se solda par une plainte contre deux organisateurs pour « tapage nocturne » et « vente de boissons alcoolisées » !

Mais peut-être tout ceci fait-il partie de mesures choisies par le gouvernement pour mieux contrôler et soumettre des catégories « sociales » qu'il considère comme idéologiquement trop dérangeantes ? Ne nous faisons pas d'illusions, cela risque de ne pas s'arrêter là. Ces actions menées ressemblent beaucoup à une répétition, voire un entraînement, pour pouvoir faire face à d'éventuels mouvements contestataires. Il faudra s'habituer ou bien commencer à envisager des formes de lutte et de résistance à ce nouvel ordre policier. Il est évident que les libertaires de par leur nature et leurs choix politiques seront aux côtés de ceux qui auront décidé de ne pas se soumettre.

F. LAVEIX

Réflexions d'un chômeur

Àvec une impressionnante régularité, nos politiciens ont échoué partout : chômage, délinquance sociale, croissance, Europe, éducation, recherche, budget, sécurité sociale, sur aucun de ces fronts, le moindre résultat.

Mais attention, sur ordre de l'arrogant MEDEF, pour qui le travail doit être comme la vie, la santé, l'amour, c'est-à-dire précaire, il est des postes sur lesquels ils veulent réussir :

- remise en cause des 35 heures,
- abolition du code du travail,
- bradage du patrimoine national (autoroutes),
- suppression des heures supplémentaires (amendement forfait/jour),
- gel des salaires (sauf pour les patrons),
- radiation des chômeurs sans raisons légitimes.

Rappelons que l'on nous a annoncé en août, 25600 chômeurs en moins alors que le nombre des radiations était de 34667 ! Ce n'est pas en manipulant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre.

Baisse drastique des indemnités journalières (-20%, -50%, -100%) pour les chômeurs qui refuseront un emploi compatible. Ce sont les ASSEDICS qui décideront de la compatibilité, sans aucun recours : ils deviennent juge et partie. Dans le même temps l'assurance chômage passait

un contrat avec une société néerlandaise, Maativerk, dont la mission est de coacher 150 demandeurs d'emploi, soigneusement triés pour qu'ils retrouvent rapidement un emploi. 180000€ ont été versés, +2600€ par reclassement en CDD de plus de 6 mois. A l'arrivée, Maativerk a placé 48 personnes et le surcoût s'est élevé à 354200€. Dans le même temps, l'ANPE a mené le même programme et reclassé 56 chômeurs pour pas un centime de surcoût. Cherchez l'erreur ! C'est encore pour des raisons uniquement mercantiles et non d'efficacité que l'on cherche à brader le service public.

Depuis qu'un certain Pierre Mauroy, alors premier ministre de François déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale que la France n'accepterait jamais 1 million de chômeurs et qu'il y veillerait (on connaît le résultat). Nos politiciens relayés par les médias à leur botte ont toujours essayé de faire croire que les chômeurs n'étaient que des tricheurs et des fainéants.

C'est inacceptable. D'après les organismes concernés il y aurait 0,00014% de fraudes. Il n'est qu'à voir l'affaire Gaymard, les comptes truqués du chimiste Rodhia dont Breton était administrateur, les ententes illicites des opérateurs téléphoniques jusqu'en décembre 2003 alors que Breton, encore lui, était Pdg de France Télécom depuis octobre 2002 etc... etc... etc... pour se faire une idée...

Nous, les chômeurs, les précaires, les exclus, les recalculés, les intermittents, nous savons de quel côté sont les tricheurs, les voleurs, les escrocs, les menteurs, en un mot les pourris. Tout le monde s'en doutait, mais c'est mieux en le disant.

Le MEDEF et le gouvernement n'ont toujours pas digéré leur lamentable déroute que leur ont infligé les recalculés et leur pitoyable marche arrière imposée par les tribunaux.

Une preuve de plus que seule la lutte paie.
Patrick L.



Avec la participation involontaire de Cabu

PATRIOTISME ECONOMIQUE

En matière de formules à se les mordre, on croyait avoir atteint avec Raffarin des sommets inexpugnables, mais ce poète de Villepin en remet une louche.

Voilà qu'il nous balance un concept aussi osé que celui de socialisme libéral : le patriotisme économique. Le patriotisme tout court était déjà une trouvaille, qui permit à des états largement aussi oppressifs et exploités que les anciens rois, comtes, vicomtes et barons, de convertir la chair à usines en chair à canons.

Il était difficile de dire franchement au prolétaire et au paysan : cher bétail, le marché de l'acier se fait languissant, l'économie stagne et mon pécule n'enfle plus avec le même élan que par le passé, le mécontentement gronde, aurais-tu l'obligeance de lâcher la chaîne, le wagonnet, la glèbe, pour aller te faire massacrer un grand coup, histoire de nous filer des débouchés dans l'immédiat et de juteux chantiers de reconstruction dans l'avenir ? Non, mieux valait présenter les choses autrement : cher compatriote, notre mère Patrie, notre terre nourricière est

menacée par d'affreux sagouins qui ne rêvent que de la violer, la piller, lui faire des choses affreuses. Les laisseras-tu pisser sans vergogne sur les champs verdoyants et les petites églises pittoresques de notre douce France ? Le prolétaire et le paysan, alors, étaient sensés croire comme fer que les hectares du latifundiaire et les usines du grand capitaine d'industrie faisaient partie de leur patrimoine à eux, et qu'ils défendaient leurs propres tripes contre l'ignoble envahisseur. En fait, déjà, le paysan et le prolétaire n'étaient pas cons à ce point, mais une baïonnette dans les reins et un éventuel conseil de guerre leur faisaient le plus souvent ravalier leurs objections. Cependant la couleuvre était déjà grosse, même pour des illettrés. Que dire alors de celle qui prétend persuader des ouvriers et employés du tertiaire que leur patrie bien aimée se trouve dans le larfeuille de quelques grands patrons qui sous-traient et délocalisent comme des salopards ? Le ministre croit-il vraiment que des armées de nouveaux patriotes vont se lever, prêts à offrir leur poitrine à la mitraille afin de pourfendre les ennemis de Vivendi, Carrefour-Promodès, Lagardère, Bouygues, Bolloré, Elf-Totalfina, Areva, Dassault et j'en passe ? Il a l'air. Cette idée stupéfiante, le patriotisme économique, marque une étape conceptuelle importante dans le discours politique. On avait bien compris qu'on était en guerre économique, mais on avait encore la faiblesse de le déplorer. On était complètement à côté de la plaque : Dieu, que la guerre économique est jolie, et qu'il est héroïque et généreux d'y laisser ses tripes !

À cette offensive délirante, les réponses ne manquent pas, qui ont l'âge du patriotisme : nous sommes des apatrides, des objecteurs de conscience, des déserteurs, des pacifistes économiques. Tout comme les capitaines de ces entreprises qui réclament des holocaustes de plus en plus gras en poussant leurs valets à user de terminologies délirantes, nous ignorons les frontières, mais ne connaissons que trop bien la réalité des classes. Nous regardons une bande de malfrats au cul cousu d'or s'écharper comme des chiens pour accaparer et confisquer absolument tout ce que leurs sens arrivent à percevoir sur la surface de cette planète. Ils

Les OGM, c'est la santé

Les autorités françaises sont intervenues auprès de Bruxelles afin que les études de risque sanitaire des OGM soient le moins possible communiquées. La demande est claire : les études de toxicité des OGM doivent être **expressément exclues** du domaine public, ceci car la communication de telles études peut « entacher la confiance de l'opinion publique et nuire à la position concurrentielle de l'entreprise ».

VIVE LA FRANCE !

ne nous vendent pas encore l'air que nous respirons parce qu'ils n'ont pas trouvé le moyen de le mettre hors de notre portée. Ces tarés qui illustrent les penchants les plus lamentables de l'humanité veulent nous enrôler dans leur jeu de cons, nous coloniser l'esprit, mais ils manquent à ce point de créativité qu'ils leur faut piocher dans les fonds de marmite de l'Histoire, pour en ressortir tout ce qui a pu accrocher au fond.

Qu'est-ce qu'ils vont trouver après le patriotisme économique ? La dévotion économique ? Avec des tribunaux d'inquisition pour vérifier notre foi économique ? Et le devoir économique, qui y pense ? En tout cas, les délits économiques existent, et les sanctions économiques aussi.

Les 10 plus fortes progressions du CAC 40

	Bénéfices en millions € 1 ^{er} sem 2005	Variations par rapport au 1 ^{er} sem 2004
France Télécom	3400	+ 226 %
Accor	156	+ 144 %
Arcelor	1937	+ 124 %
EADS	816	+ 114 %
Renault	2211	+ 52 %
VU	1260	+ 49 %
Publicis	130	+ 49 %
Total	6287	+ 44 %
Bouygues	364	+ 39 %
Crédit agricole	1963	+ 31 %

Ce dont nous n'arriverons jamais à faire l'économie, hélas, c'est l'aveuglement, la bêtise et le manque d'imagination de ceux qui sont persuadés qu'ils nous gouvernent, quand ils ne font qu'administrer des fromages. Les pioupioux de la guerre économique sont capables de choisir eux-même leurs mots d'ordre : compagnons, retournons les fusils ! Sabotons, désertons, trahissons, refusons les prétentions ridicules de ces vautours qui prétendent nous insuffler une passion sacrificielle pour la sauvegarde du pognon qu'ils nous ont piqué.

L. BIBERFELD

Le travail, c'est la santé

Selon un rapport du BIT (Bureau International du Travail) paru récemment, il y a un peu plus de **2,2 millions** de personnes qui meurent d'accidents ou de maladies liés au travail chaque année dans le monde (pour l'Union européenne, c'est **122 000** décès) ! Par comparaison, la maladie (paludisme), responsable du plus grand nombre de morts, est au même niveau. Faudrait-il en déduire que le travail est une des plus importantes maladies mortelles au monde ?

La hausse de la mortalité (10 %) pour cette année serait due pour le BIT « au développement rapide et à la forte pression engendrée par la mondialisation en matière de concurrence ». **MERCI PATRON !**

« La liberté s'arrête là où commence le Code du travail » ou bien « La vie, la santé, l'amour sont précieuses, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? ».



Laurence Parisot, nouvelle présidente du medef, aux tirades ravageuses, connue pour être le PDG de l'IFOP est issue d'une riche famille. En effet, le groupe Parisot, premier constructeur français de meubles possède différentes usines assez importantes tant en France qu'en Roumanie.

4 – Capitalisme à la poubelle

L'eau : bien public ou poule aux œufs d'or privatisée ?

Le problème de la gestion de l'eau se pose régulièrement : faut-il la laisser aux mains de quelques compagnies racketteuses ou bien faut-il lutter pour obtenir sa remunicipalisation ? En ces temps où se renégocient (ou plutôt se prolongent) les contrats octroyés aux compagnies privées, il est urgent d'intervenir auprès des conseils municipaux pour faire pression sur eux et d'exiger le retour de la gestion de l'eau dans la sphère publique, si possible sous le contrôle attentif des habitants puisque la plupart des élus ont été incapables de résister aux « sirènes » du privé si attirantes ! Nous savons, libertaires, que nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes, aussi ne faut-il pas attendre, une fois de plus, la solution de quelques politiciens ou autres qui seraient brutalement attentifs et respectueux des demandes « citoyennes ». Et quand on essaye de raviver ces démarches d'action directe que l'on ne vient pas nous parler d'utopie !

La remunicipalisation de la gestion de l'eau au Palais sur Vienne (Haute-Vienne) doit servir d'exemple dans les luttes (à venir ?) en Creuse.

Le 25 juin à Guéret lors de la création de la Fédération nationale des comités de défense et développement des services publics (voir encadré), Yvan TRICART Président de l'association d'usagers BARRAGE du Palais sur Vienne (Hte Vienne), a résumé le sens de l'action menée par cette association d'usagers. Nous tenons à en publier de larges extraits dans Creuse Citron car la conjonction gestion de l'eau / défense des services publics met bien en évidence qu'il n'est pas forcément besoin d'Etat et d'administration centralisée pour créer un service public. L'eau est typiquement une ressource naturelle qui peut être gérée directement et localement par le citoyens et la lutte victorieuse de l'association BARRAGE montre que c'est à notre portée.

L'association BARRAGE, par une action de 2000 à 2003 (conclue par une pétition de 600 familles), a obtenu la remise en cause du contrat de l'eau liant la Ville du Palais à la SAUR (Bouygues) et le retour au public de la gestion de l'eau.

Le problème de l'eau est emblématique

Trois problèmes ont traversé le débat de l'association.

• L'eau n'est pas un bien comme les autres.

Ressource naturelle limitée, fragile, rare, indispensable à la vie, aux systèmes écologiques, essentielle au développement économique et social. L'eau est à l'origine de la vie, elle est l'expression de la vie

• L'eau ne peut être considérée comme une simple marchandise, contrairement aux idées libérales ambiantes

• Soustraire l'eau au marché est un objectif global qui interpelle les politiques mondiales – européennes – nationales et locales.

Pourquoi les politiques mondiales ?

L'accès à l'eau n'est pas un droit.

Les chiffres sont effrayants : 2,4 milliards d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'eau potable. 1,5 milliard sont en situation de détresse absolue.

30000 personnes meurent par jour faute de boire une eau potable. 1 enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans des suites de la mauvaise qualité de l'eau. L'ONU, l'UNESCO ont lancé un cri d'alarme : "en 2030, 60% de la population vivra dans des régions sans eau."

La faillite des politiques actuelles.

Depuis trente ans une succession d'initiatives : 1977 conférence internationale en Argentine – 1980 l'ONU ouvre la décennie de l'eau – 1992 Conférence de Dublin et de RIO – 1996 année de l'ONU sur l'eau – 2002 nouvelle année de l'eau avec la conférence de Johannesburg – G8



Evian sur l'eau. Un flot de paroles et de promesses sans aucun résultat.

Les inégalités continuent de se creuser

Les pays en voie de développement ont une consommation moyenne de 20 litres / jour et par habitant, aux USA elle est de 600 l/j.

Pourtant des techniques existent : les chercheurs de l'Université de Montpellier ont publié un rapport "à la recherche de l'or bleu" où ils font ressortir des techniques alternatives possibles adaptées à chaque région et à des coûts réalisables.

L'eau plus qu'un problème financier et technique est avant tout un problème politique.

La politique des élites mondiales repose sur trois principes

- L'eau est un bien économique (c'est une marchandise comme une autre).
- L'accès à l'eau ne doit pas être un droit

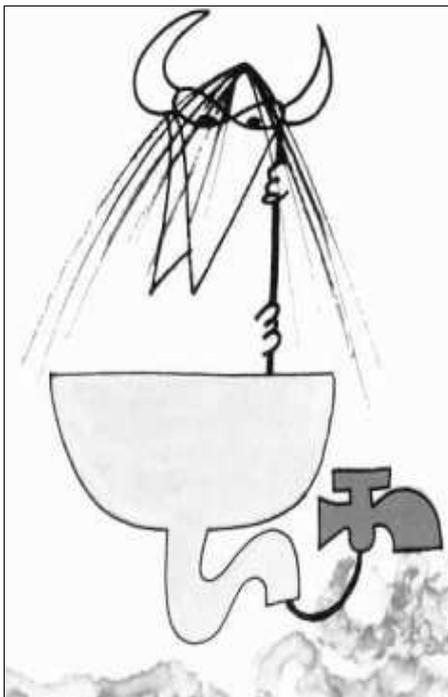
humain : les êtres sont des clients.

- L'eau est un bien précieux, il faut convaincre le client d'en payer le prix... fort.

Pour ces trois objectifs, la politique dominante impose un principe de base : le secteur de l'eau doit se soumettre aux lois du marché. Seul le privé est sensé pouvoir fournir les moyens de résoudre le défi de l'eau.

Quatre grands groupes se partagent le marché mondial : Générale des eaux (actuellement Veolia), Lyonnaise des eaux (Ondéo Suez), Thomas Water (Allemagne) et Saur (Bouygues). Les deux premiers groupes occupent 70% du marché et hors Europe l'objectif est de fournir l'eau à très court terme à près de 2 milliards d'habitants.

Dans les accords de l'OMC avec l'AGCS ces groupes exigent la libéralisation du marché de l'eau. Comme ce sont des groupes européens, l'Union Européenne



demande la libéralisation du secteur de l'eau dans 72 pays membres de l'OMC.

La situation en France

Les groupes Générale des eaux, Lyonnaise et Saur ont imposé leur politique, accompagnés par une campagne extraordinaire, par la mise en place de groupes de pression, ils sont apparus comme incontournables, face à un maire qui a des problèmes de qualité d'eau, ils apportent les moyens financiers et les compétences techniques pourvu qu'on leur délivre un accord de gestion sans contrôle véritable pour une durée de 10, 20 ou 30 ans.

La France est devenue une référence mondiale, près de 80% de l'eau y est privatisée et cela s'est réalisé avec le vote des conseils municipaux de tous horizons.

Trois constatations :

- **Les prix flambent** : de 1995 à 2003 + 30% (cour des comptes)

La France est devenue le troisième pays dans le monde pour le prix de l'eau (derrière le Danemark et les Pays-Bas).

- **La France est le pays où les taxes sur les pollueurs sont les moins élevées** en Europe.

Le principe "Pollueur-payeur" constamment affirmé comme par exemple dans la loi de 1992 n'est jamais appliqué (50% de la pollution de l'eau provient de la culture intensive mise en place avec la complicité des grandes sociétés de l'agro-alimentaire - 1% est à la charge de cette agriculture intensive - 87% est à la charge des consommateurs). On ne traite jamais les

problèmes de pollution à la source, mais la collectivité construit une usine pour dépolluer dont on confie la gestion à un des trois groupes privés. Plus il y a de pollution, plus cela rapporte aux groupes et c'est le consommateur qui paye.

La privatisation de ce secteur joue un rôle pervers d'autant plus que ces grands groupes ne sont responsables de rien. Ce sont les collectivités dans l'immense majorité des cas qui créent les usines de traitement, installent les canalisations, le privé se contente de la gestion de l'ensemble et des bénéfices qui n'ont jamais été aussi prospères.

- **Un véritable système de racket accepté par les élus**

Quand on regarde une facture : On a d'abord un abonnement payable d'avance. Puis le coût de la consommation - traitement de l'eau - surveillance et entretien - prix de la facturation ... Ensuite la part communale qui est le remboursement des emprunts pour réaliser les installations et réseaux, et pour terminer, les taxes.

A quoi sert l'abonnement ?

Un abonnement est censé être un ensemble de services que l'on a globalisé, dans le cas de l'eau tout est payé par les autres lignes de la facture. **L'abonnement c'est donc un bénéfice pris à l'avance** par la société gestionnaire, c'est la non transparence, c'est le manque de rigueur, c'est le surplus. (on essaie de justifier l'abonnement : ce serait à cause des maisons secondaires, faux, les travaux de raccordement sont payés dans la part communale).

Cet abonnement qui peut atteindre 150 € aboutit à des inégalités qui frappent les plus petits consommateurs qui sont d'ailleurs souvent les plus pauvres.

Au Palais sur Vienne, une personne seule dans un logement HLM qui consomme environ 25 m³ par an payait près de 50F par m³, un consommateur de 120 m³ par an payait 25F par m³.

Après le retour au public au Palais sur Vienne, bien sûr il n'y a plus d'abonnement, le prix de l'eau dès le 1er m³ est de 3€ soit 20F par m³, tout le monde y a gagné, le petit consommateur a vu sa facture divisée par plus de deux, le consommateur de 120 m³ a vu sa facture baissée de 5F par m³.

Au fur et à mesure que BARRAGE a développé son action et rencontré un très large soutien public, les élus du Palais sur Vienne, ou les différents groupes qui avaient voté hier la privatisation de l'eau se sont tous prononcés pour le retour au public, mais dans 15 villes sur les 19 villes qui forment l'agglomération de Limoges alors que c'est la gauche qui dirige partout,

aucune ville n'a eu la même démarche, **c'est bien l'action citoyenne qui a convaincu nos élus.**

En conclusion

Rien notamment dans la région de Limoges et du Limousin en particulier ne justifie le maintien de la gestion de l'eau et de l'assainissement au privé. Usines de traitement et canalisations appartiennent aux collectivités, seule la gestion appartient au privé, cela coûte cher aux consommateurs.

La compétence de la qualité de l'eau existe à Limoges et dans le Limousin (office international de l'eau, CRIDEAU, ENSIL...), ce n'est pas le cas partout et une formation de compétence serait nécessaire, mais ici en Limousin si une volonté politique s'exprimait les choses pourraient aller très vite, les consommateurs s'y retrouveraient financièrement tout en ayant une garantie de qualité.

Yvan Tricart

Convergence des Collectifs Services Publics''

Dans la foulée de la grande manif du 5 mars à Guéret qui avait rassemblé plus de 8000 personnes venant de toute la France pour défendre les services publics, une vingtaine de Comités de défense et développement des services publics (CDDSP) se sont réunis le 26 juin à Guéret pour créer une Fédération nationale des comités de défense et développement des services publics. Une réunion d'une quarantaine de comités le 17 septembre à Angoulême a contribué à affirmer la vocation d'outil de coordination et de convergences unitaires de cette fédération en envisageant des actions à court et moyen terme. La première de ces actions devrait être une manifestation des CDDSP le 19 novembre à Paris à l'occasion du congrès de l'Association des Maires de France (22-24 novembre). Le CDDSP creusois remarque que même si le préfet reconnaît que les "Points d'accueil polyvalents" (Permanence alternée dans les petits bourgs des administrations et services d'état, de la poste... C'est à dire des emplâtres permettant de masquer la suppression de services publics) ont été mis en place trop vite et fonctionnent mal, ces points d'accueil demeurent sa priorité. Le CDDSP envisage d'apporter une aide aux maires qui le souhaitent pour qu'ils ne se fassent pas piéger en négociant seuls avec le préfet.

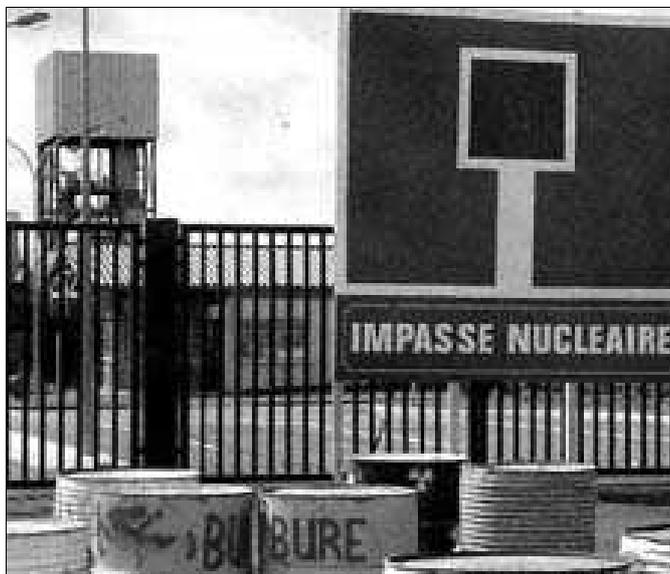
**Ne dites plus : je bois un coup
Dites : je gère ma déshydratation**

L'Energie du désespoir

Par une belle journée aoûtienne, le soleil, source de toute énergie, chauffait une imposante délégation de *Creuse-Citron* cheminant avec d'autres marcheurs entre Royère et Gentioux. Il s'agissait de se rappeler ce jour où l'« Empire du Bien » faisait bénéficier la population d'Hiroshima de ses recherches dans le domaine nucléaire. Nous y évoquâmes la récente implantation d'éoliennes toutes proches et l'intérêt d'aborder plus généralement les choix imposés dans le domaine de l'énergie.

Reconstruire la France...

Pour bien comprendre comment on en est arrivé à la situation actuelle il faut se rappeler dans quel contexte EDF, cet Etat dans l'Etat, a été mis en place à la Libération. Dans une situation pré-révolutionnaire, où une partie des résistants avaient gardé les armes, il était difficile de restaurer un Pouvoir garant d'une Remise en Ordre progressive mais ferme. D'autant plus que les Institutions garantes de cet Ordre s'étaient totalement déconsidérées : ralliement sans rechigner de la Police et de la Justice au pouvoir pétainiste, collaboration sans vergogne de l'Eglise, du Patronat et de certains dirigeants politiques. Les Gaullistes avaient plusieurs atouts : un chef charismatique, un nationalisme adossé à l'autonomie affirmée vis-à-vis des Américains, les espoirs mis en eux par la « bourgeoisie éclairée » pour revenir aux affaires. Ne pouvant gouverner seuls, une alliance conflictuelle avec le Parti Communiste parut la bonne solution, d'autant plus que Staline ne souhaitait pas voir un phénomène révolutionnaire se développer. Dans le programme du *Conseil National de la Résistance* figuraient des mesures radicales telles la mise en place de la Sécurité Sociale et la nationalisation de pans entiers de l'économie dont l'énergie. Il s'agissait d'un secteur essentiel pour remettre en route le pays. Le mot d'ordre du PC, « se retrousser les manches pour reconstruire la France », était garant d'un climat social apaisé et de l'acceptation de cadences de travail corsées ; le Service du Travail Volontaire après le STO ?!



Il était une fois... l'EDF

Marcel Paul membre dirigeant du PC, ancien résistant et déporté, fut nommé par De Gaulle ministre de l'Energie et de la Production Industrielle. En 1946 fut ainsi réalisée la nationalisation de la distribution et de la production d'électricité (1300 entreprises avant guerre). Les forces politiques gaullistes et communistes, étatiques donc centralisatrices et autoritaires, refusaient toute tentative de gestion ouvrière. Impensable de laisser dans les mains des salariés un outil permettant de bloquer l'économie en coupant la fée électricité ! Le « deal » était le suivant :

· pour le PC et ses « amis » dans la CGT, un poids essentiel dans

EDF, la gestion d'œuvres sociales (CCAS) – alimentées par 1 % du chiffre d'affaires – permettant d'y salarier des militants,

· pour les gaullistes et leurs alliés, garantie d'un encadrement « sérieux » du personnel augurant des grèves « raisonnables » assorties de coupures « minimum »,

· pour les salariés, statut avantageux accompagné d'œuvres sociales haut de gamme.

La direction de l'entreprise fut confiée à des « experts » issus des Grandes Ecoles nommés par l'Etat. Cette alliance se révélera très utile pour maintenir la « paix sociale », mais aussi pour imposer le choix de l'option nucléaire à la fin des années 50.

Mais récemment, les principaux investissements déjà payés par la collectivité, la classe ouvrière en grande partie muselée et découragée, le Patronat et ses alliés politiques prônèrent la privatisation de nombreux secteurs, dont celui de l'énergie. L'image émouvante de Jospin et Chirac, signant « la mano en la mano » le traité de Barcelone allant dans ce sens, a dû secouer les mânes de Thorez et De Gaulle... Les actions ciblées des « Robins des bois » – coupures des compteurs de politiciens et d'entreprises particulièrement anti-sociales, rétablissement du courant pour des usagers endettés – auraient gagné à être engagées dans un contexte d'offensive sociale il y a quelques dizaines d'années...

Préparons nos bougies

Les choix énergétiques mis en place par l'Etat De France, mais aussi par les nations « développées », ont conduit à de sérieux avertissements (dérèglements climatiques, Tchernobyl, diminution des ressources...). Accusés de « vouloir revenir à la bougie » quand nous nous opposons au nucléaire, devons-nous anticiper de futures catastrophes en ressortant nos chandelles ? Rassurons-nous, EDF, Total, Areva... et le Ministre de l'Industrie veillent ; n'oublions pas d'éteindre la lumière en quittant notre travail et d'envoyer des couvertures aux sinistrés du jour, le monde continuera à bien se porter ! Les « experts » sont formels, le nucléaire est propre et sans danger, la fusion de l'hydrogène fournira dans 50 ans une énergie abondante et bon marché... Exportons nos « rêves » (portable, télé, bagnole, climatiseur... centrale nucléaire, Rafale, char AMX) dans les pays du Sud. Consommons, consommons pour dynamiser la croissance. Partout ce credo productiviste est revendiqué par les « élites ». Certes beaucoup de pauvres dans le monde tentent de résister, tel ce paysan guatémaltèque : « laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement ». Mais si les pauvres deviennent vraiment trop gênants on peut toujours les noyer et les remplacer par la police et l'armée comme à La Nouvelle-Orléans... Heureusement le « modèle français » est plus « soft ». S'il s'appuie sur un recours de plus en plus important au nucléaire (centrales EPR), il pratique à travers un zeste d'énergies renouvelables l'habillage vert d'un capitalisme à visage humain. Certes on ne sait comment gérer les déchets nucléaires et il serait sans doute amusant de les entreposer dans les jardins de nos décideurs plutôt qu'à Bure ou en Creuse. Au delà du choix du pourcentage de nucléaire et d'éolien, il est nécessaire de remettre radicalement en cause le modèle productiviste de développement dans le monde « civilisé » ou non : « Ce qu'on continue d'appeler aide n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures générales de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations » (Hajid Rahmena, économiste iranien).

Décroissez, démultipliez

Au Nord comme au Sud abjurons la foi dans l'économie capitaliste, abandonnons le mythe de la croissance infinie, remettons en cause les besoins artificiels véhiculés pour enrichir les transnationales. Rien n'évoluera sans une prise de conscience et sans l'action des individus, ce qui nécessite une information

indépendante des lobbies des producteurs et de leurs alliés médiatiques, politiques et scientifiques. A partir d'initiatives locales se fédérant ensuite horizontalement peut se reconstituer une solidarité collective, en partie brisée par le capitalisme. Ainsi, la notion de service public, laissée aux bons soins des tenants du « tout marché » ou du « tout Etat » se concrétiserait plus naturellement. Seule une production décentralisée d'énergie permettrait de confronter localement ressources disponibles, cadre environnemental, besoins individuels et collectifs. Mais l'autogestion d'une centrale nucléaire est-elle imaginable ?! Bien sûr

ces propositions n'ont aucune chance d'exister à grande échelle dans un système capitaliste. Leur développement implique la totale remise en cause de l'organisation sociale actuelle. Utopie (?) en ces temps où on voudrait nous faire croire que la résignation et la soumission sont d'inévitables carcans de nos vies ? Ce qui paraît totalement irréaliste, c'est de penser qu'un système qui est au service d'une très faible partie de la population, qui menace à court terme la planète, ait la moindre chance de perdurer. Et puis tenter de changer la Société, c'est un excellent moyen pour commencer à changer sa vie.

Elan Noir

Un cas d'Eole

«**E**n Creuse, énergies heureuses» avec le soleil, le bois, l'eau, le vent ?

Dans ce domaine, même si la « démocratie participative » évoquée en haut lieu est, ici comme ailleurs, très limitée, il existe quelques initiatives intéressantes par leur exemplarité. Ainsi, depuis fin 2004, six éoliennes sont en fonctionnement près du village de Neuvalle (entre Gentioux et Peyrelevade), dans le Parc Naturel de Millevaches. La puissance installée est de 9 MW (mégawatts), ce qui représente l'électricité annuelle pour environ 11 000 personnes et une économie de 12 500 tonnes de CO₂.

Il semble que des erreurs commises lors de l'implantation d'éoliennes sur certains sites de Bretagne ou de Corse aient été prises en compte puisque des réunions de « consultation publique » ont pu être organisées (à Guéret, Bugeat, Magnac-Laval, Limoges) pour aborder les problèmes d'implantation et de nuisances environnementales. Comme l'ont évoqué un certain nombre de participants, il est nécessaire de fournir davantage d'informations et d'en élargir la diffusion. L'association *Energies pour demain*, créée autour du site, peut être très utile. Son but est de promouvoir et développer les énergies renouvelables sur le plateau de Millevaches. Ce projet est animé notamment par Rémi Gerbaud, ex-chômeur de Faux-la-Montagne, qui a ainsi créé son emploi. Des animations organisées sur le site proposent plusieurs thèmes : histoire de la construction et fonctionnement des éoliennes, impacts sur l'environnement, avenir des énergies renouvelables.

Plus généralement, une décision finale sur le schéma éolien de la région Limousin doit être prise en janvier 2006 et concerne des implantations majoritairement dans le nord de la Haute-Vienne et le nord-ouest de la Creuse.

Au delà de la « propreté » de cette énergie (pas de CO₂, pas d'effet de serre, pas de déchets), elle participe de la dissémination des centres de production et de leur rapprochement des lieux de consommation qui peuvent faciliter, un contrôle par les habitants, s'ils s'en donnent les moyens. L'expérience du site proche de Igney en Meurthe et Moselle, où 16 éoliennes produisent 32 MW, va en ce sens. En effet, 99 particuliers, parmi lesquels de nombreux agriculteurs, sont actionnaires de ce projet. Au delà de l'aspect

financier (environ 2 euros par kilowatt/heure), cela peut permettre à chacun de s'efforcer de peser sur les choix énergétiques.

Bien sûr, même si ces réalisations sont à soutenir, l'électricité d'origine renouvelable ne doit pas être un alibi écologique à une politique pro-nucléaire (même EDF s'est lancé dans l'éolien). Geneviève Coutier, qui s'occupe avec son mari d'une petite centrale hydraulique privée à Saint Martin Château, affirme : « Pour l'Etat, les énergies renouvelables ne sont qu'un hochet pour amuser la galerie » (IPNS n° 12).

Un beau sujet de débat à aborder, par exemple lors d'une animation à Neuvalle...

Elan Noir

Contact : Rémi Gerbaud 06 68 90 30 58 ou remigerbaud@yahoo.fr



EDF
avec **rato**ny
pour notre avenir

La démocratie participative à la sauce préfectorale

Suite aux différents mouvements et manifestations pour défendre les services publics, Raffarin, du haut de sa duplicité, avait décidé, pour essayer de calmer les revendications, de lancer une enquête nationale pour étudier les besoins en services publics de la population. Vous n'en n'avez certainement plus entendu parler et

pourtant cette enquête est terminée! Le cahier des charges a été "validé" fin août par une commission fantôme où les représentants des élus, des syndicats et des usagers étaient minoritaires (2 sur 6). Le cabinet d'étude a été choisi début septembre et l'étude rendue début octobre!! Un petit mois pour consulter la population creusoise!!! Et certainement la même chose dans les départements plus peuplés. La

conclusion n'est pas encore publique mais nous la connaissons déjà : quelques généralités fumeuses du style "les creusois tiennent à leurs services publics" sans bien les différencier des "services au public", c'est-à-dire privatisés et il faut "dépassionner le débat allumé au printemps par des agitateurs professionnels refusant la modernisation de notre pays".

Mon choix dans la vie était d'être pianiste dans un bordel ou politicien.

À vrai dire, il n'y a pas grande différence.

Harry TRUMAN, président des États-Unis d'Amérique (1945-1953) qui utilisa la bombe atomique contre le Japon.

L'Etat jugera-t-il l'Etat ?

Il n'est pas pour déplaire à un anarchiste de voir l'Etat traîné sur le banc des accusés de sa Justice. Mi-août, cela valut quelques instants de célébrité à la Creuse qui s'inséra dans les « étranges lucarnes » entre propagande libérale, pubs et télé-réalité. On y aperçut le très médiatique Maître Gilbert Collard, avocat d'une quarantaine d'enfants réunionnais déportés en Creuse dans les années 60 (voir *Creuse-Citron* n° 3), déclarer, depuis Guéret, avoir assigné en leur nom l'Etat devant les tribunaux administratifs de Limoges et Paris. Après Jacques Martial qui, en janvier 2002, réclamait en justice un milliard et demi d'euros pour réparation « d'enlèvement et séquestration de mineur, rafle et déportation », après une démarche engagée par deux associations de la Réunion, *Rasinn Anler* et *Génération brisée*, déboutées fin juillet par le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion de demandes indemnitaires de 15 millions d'euros par personne (elles ont fait appel devant la Cour administrative de Bordeaux), une quarantaine de membres de l'association des *Réunionnais de la Creuse* réclame 200 000 euros par plaignant. On peut s'interroger sur

ces demandes essentiellement pécuniaires pour ce qui peut être considéré comme un crime d'Etat. Cependant, la motivation principale semble bien être la reconnaissance en tant que victimes d'une politique colonialiste. Ainsi, Maître Collard affirme : « si le tribunal administratif nous alloue un euro de dommages et intérêts et qu'il reconnaît le caractère criminel de cette déportation, nous ne ferons pas appel ».

L'Etat contre la Société ?

Pour perpétuer ces forfaits, à l'époque l'Etat n'avait pas hésité à contacter des parents réunionnais n'arrivant pas à payer loyer ou impôts : « on efface votre dette, donnez-nous vos enfants, ils auront une vie heureuse en métropole »...

Une future « repentance » administrative liée à une période (dépassée ?) où les habitants de nos possessions lointaines n'étaient pas considérées comme civilisées, effacera-t-elle ces actes « isolés » ? Pourtant, nous avons connaissance d'autres cas démontrant comment l'Etat, ce monstre froid, peut traiter des individus sans défense tels des enfants. C'est ainsi que Jean-Claude, né en 1939 et qui vit aujourd'hui en Creuse,

après la mort de son père à la guerre en 1940 et l'emprisonnement de sa mère, arrêtée par les Allemands et jugée par les Français, a été confié à l'Assistance Publique, le privant ainsi de tous ses droits et de toute connaissance de sa famille pendant des années, avec comme seule identité un numéro matricule. *Creuse-Citron* reviendra en détail sur une vie consacrée à la reconstitution d'une identité scellée par diverses manipulations de l'Etat (qu'il soit pétainiste, gaulliste, mitterrandien ou chiraquien).

Bien sûr, les libertaires appuient les démarches des victimes de l'Etat qui ont la volonté et le courage de lutter pour faire reconnaître les agressions subies. Mais il est essentiel de ne pas y voir de simples bavures et de « mauvais serviteurs ». La logique de la structure étatique et de ses sbires est d'incarner le Pouvoir contre l'individu. Ni « moins d'Etat », ni « plus d'Etat », mais une société libre, égalitaire, fédéraliste dans laquelle nous reprendrons collectivement en main notre vie et nos luttes.

Elan Noir

La Société contre l'Etat

Quand dans la société primitive, l'économique se laisse repérer comme champ autonome et défini, quand l'activité de production devient travail aliéné, comptabilisé et imposé par ceux qui vont jouir des fruits de ce travail, c'est que la société n'est plus primitive, c'est qu'elle est devenue une société divisée entre dominants et dominés, en maître et sujets, c'est qu'elle a cessé d'exorciser ce qui est destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir.

La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande

coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est une dérive du politique, l'émergence de l'Etat détermine l'apparition des classes.

Extrait de *La Société contre l'Etat* (Editions de Minuit, 1974) de Pierre Clastres, ethnologue ayant étudié les Tupi Guarani du Paraguay.

La voix de son maître s'amplifie dans les campagnes

France Bleu Creuse, alias Radio la Creuse, vient de subir une nouvelle amputation dans ses horaires de programmes spécifiques, c'est à dire ses programmes élaborés localement. Maintenant les creusois ont la chance de pouvoir se taper tous les jours de 12h30 à 14h les inepties de ce résidu de fonds de programmes audiovisuel qu'est Patrick Sabatier. Terminé les petites annonces agricoles du 12h30 - 13h ! En deux ans ce sont 2h1/2 de programmes locaux qui ont été remplacés par des programmes nationaux. Les salariés de France Bleu Creuse ont fait une journée de grève le 8 septembre, mais il n'ont pas vraiment été soutenus par les autres radios locales qui sont pourtant promises au même sort. Cette grève a quand même permis de récupérer ½ heure de programmation locale... mais le matin à 5h30 !!!

Il faut savoir que France Bleu Creuse est la radio la plus écoutée dans le département et que si son contenu n'a rien à voir avec "Radio libertaire" elle n'en constitue pas moins un lien important pour la population d'un département rural. Elle relaye sans exclusive les annonces de tous les

manifestations du département qu'elles soient festives, sportives, musicales, politiques ou syndicales. Elle permet de nombreux échanges de services, participe aux manifestations locales et c'est la radio que les paysans écoutent dans leurs tracteurs. Le Forum Social Limousin a pu présenter ses actions chaque année dans plusieurs émissions. Quand les programmes locaux seront réduits à une peau de chagrin ce n'est sûrement pas l'autre étoile ternie qui nous donnera la parole. Ce qui se profile c'est le passage d'une logique de réseau fédérant des radios locales avec leurs spécificités à une logique de radio nationale avec des décrochages locaux préformatés et gérés d'en haut. Il faut reconnaître aujourd'hui qu'il y a une différence entre une radio locale rurale couvrant un grand territoire peu peuplé et une radio locale urbaine couvrant un petit territoire surpeuplé : en termes de "modernisation" des services publics la radio rurale ne sera jamais rentable et elle est condamnée à relativement court terme si nous ne nous mobilisons pas..

Patrick Faure

Le Sport, ciment entre les classes

La récente tragicomédie de la candidature de Paris aux jeux Olympique aura été un révélateur des vrais "supporters" du système capitaliste dans son stade actuel. Ce fut la sainte alliance entre la droite, la prétendue gôche, avec même l'apport des centrales syndicales, pour monter au créneau soutenir la candidature de Paris et se déchaîner dans une xénophobie anti-anglaise.

Pour tous ces gens là il est bien établi que le sport est neutre, pur, qu'il se place au dessus des Etats, et des classes sociales.



Il y a quelques temps une remise de pétition au préfet de la Creuse devait être suivie par une réunion regroupant largement syndicats, associations et partis de gôche. L'un des organisateurs prit la parole pour annoncer que la réunion devait être courte et finir tôt pour permettre à tous de regarder un important match de fout à la télé. A part une réaction (la mienne), tout le monde semblait d'accord.

En étant un peu pervers on pourrait se réjouir que le sport permette d'abrégé quelques discours lénifiants (voire

lénifiants) et contribue à rendre une réunion plus efficace. Mais c'est quand même être tombé bien bas que d'accepter sans broncher cette nouvelle religion qui permet la communion entre ceux qui défendent le système et ceux qui le combattent. Accepter la règle du jeu c'est accepter le système qui la détermine.

Quand nous critiquons les religions, nous sommes accusés de mener un combat d'arrière garde et quand nous critiquons le sport nous sommes taxés d'élitisme petit bourgeois voulant refuser au peuple le droit au divertissement. Nous sommes aujourd'hui devant un paradoxe : les petits enfants de Marx ne luttent contre le système que sur le terrain politico-économique en oubliant que c'est d'abord par son idéologie que le capitalisme maintient les têtes courbées et fait baisser la pression sociale. Religion du progrès et de la science, religion du sport, ces crédos ne sont pas remis en cause, foin de décroissance qui mettrait en cause le sport automobile. Ceux de 89 et 93 n'ont pas fini leur boulot, que vienne enfin la génération qui finira de détruire les églises, les châteaux et les stades.

Pour en finir je laisse la parole à Christian Bromberger dans "Aimez-vous les stades?" :

"Le sport de compétition n'est pas seulement la religion de la mondialisation, avec ses temples, ses cérémonies, sa liturgie, son clergé et ses fidèles, ses évangélistes, son inquisition et ses martyrs, elle est aussi une vitrine ouverte sur l'avenir radieux du capitalisme planétaire, celui de la société du spectacle et de la marchandisation universelle".

Patrick Faure

En France 26 millions de personnes pratiquent un sport dont 13 millions dans un club, les meilleures audiences de la télévision française ont systématiquement été obtenues ces dernières années par des grands événements sportifs. Les compétitions sportives sont devenues des rendez-vous planétaires d'une ampleur inégalable pour toutes les autres activités humaines. A notre époque, le sport est devenu un concentré de cette mondialisation libérale que nous combattons. Tout y est : les délocalisations, les conditions de travail indignes et le travail des enfants dans les entreprises transnationales du marché des équipements, l'obligation de résultats pour les sportifs, l'enrichissement des entreprises pharmaceutiques grâce aux produits dopants, le contrôle des images par les groupes des médias, le conditionnement et le matraquage publicitaire, le pillage des jeunes sportifs des pays du Sud par les clubs du Nord, l'affairisme et le blanchiment d'argent, l'inégalité homme/femme dans l'organisation des disciplines, la disparition des disciplines "peu rentables". Le sport est ainsi une mine thématique pour critiquer la globalisation capitaliste. (Stephane Cuttaia, ATTAC)

1896	1936	2006
		\$ \$ \$
		\$ \$

Devinette

Qui a dit ?

"... les JO sont une lutte rude, farouche, ne convenant qu'à des êtres rudes et farouches. Les entourer d'une atmosphère débilite de conformisme sans passion ni excès, c'est les défigurer, leur enlever toute espèce de signification. Qu'on ne vienne pas parler de jeux accessibles aux femmes et aux adolescents, aux faibles pour tout dire. (...) Comment voudriez-vous que je répudie la célébration de la XI^e Olympiade ? (Berlin 1936) Puisque aussi bien cette glorification du régime nazi a été le choc émotionnel qui a permis le développement qu'ils ont connu."

Réponse : Pierre de Coubertin

Le sport moderne est né dans la première moitié du XIX^{ème} Siècle dans l'Angleterre Victorienne, en plein essor du libéralisme économique. "Vitesse, perfection, constant dépassement de soi, aspiration au succès et, surtout, esprit de compétition – cet esprit qui animait les loi du libéralisme économique – ont fait de l'athlétisme un vecteur de transmission des valeurs éducatives et morales accordées à la culture industrielle de la nation britannique. (Stefano Pivato).

Jeunes qui cherchez un emploi, Creuse-Citron a comparé 3 métiers d'avenir.

Port d'uniforme, insignes et médailles / Obéissance aveugle à une hiérarchie écrasante / Idéologie, dogmes, règles non discutables / Masochisme, négation de l'individu et utilisation de dope / Nationalisme et esprit de compétition / Discrimination physique à l'embauche / Homophobie affichée et homophilie honteuse / Sexisme et abstinence sexuelle / Interdits alimentaires / Impossibilité de se syndiquer / Musique ringarde et mise en scène bien réglée.

Sportif	Militaire	Religieux

10 – Mémoire au poing

Le 11 novembre à Gentioux disons "Non à toutes les guerres"

Samedi 6 août, pour commémorer le 60ème anniversaire du crime contre l'humanité commis à Nagasaki et Hiroshima en 1945, une marche pour la paix a regroupé 70 marcheurs de Royère de Vassivière à Gentioux. Cette marche était à l'initiative du Comité laïque des amis du monument aux morts de Gentioux, du Mouvement de la Paix, de la Ligue des droits de l'Homme et de l'Association des maçons de la Creuse.

Le terminus de cette marche était naturellement le monument aux morts pacifiste de Gentioux où des discours inévitables mais nécessaires ont été prononcés, soulignant entre autre que toujours ans plus tard les USA échappent toujours à la justice internationale pour le crime contre l'humanité qu'ils ont commis en

lançant des bombes atomiques sur le Japon qui était déjà en train de négocier sa reddition. Toutes les guerres ignorent les pertes humaines au bénéfice des marchands de canons et autres reconstruteurs sur ruines chaudes, et cet essai grandeur nature a largement servi les intérêts économiques et stratégiques des USA en ce début de guerre froide, .

Cette marche devrait se refaire chaque année le 6 août et nous y participerons comme au prochain rassemblement du 11 novembre à Gentioux. Certes les commémorations sont loin de notre idéal libertaire et à tout prendre nous préférerions commémorer la naissance de l'inventeur de la chaise longue. Mais l'idéologie qui nous est distillée en permanence par les médias et

les politicards multicolores est toujours celle des va-t-en guerre, celle d'une Europe forte luttant contre ses prétendus ennemis, nous ne pouvons laisser passer une occasion de crier haut et fort :

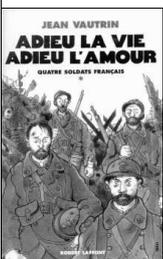
Maudite soit la guerre,
Maudites soient les frontières,
Maudits soient les Etats (même européens).
Patrick Faure

11h rassemblement pacifiste

A partir de 12h30 repas des
partageux au Villard (entre
Gentioux et Royère)

Tables de presse, librairie, musique,
projections vidéo

"Moi mon colon, celle que j' préfère c'est la guerre de 14 -18" G. Brassens



"*J*e viens de Lorraine, une terre déchirée, un jardin de feu, labouré par les guerres. [...] A l'automne de ma vie, j'ai voulu donner les sources de mon pacifisme libertaire. Rebelle, oui. Engagé, certainement. Embrigadé pour le casse-pipe des nantis, sûrement pas."

Dès la préface de "Adieu la vie, adieu l'amour", Jean Vautrin donne le ton de sa trilogie "Quatre soldats français", roman historique populaire, qui raconte l'histoire de quatre hommes qui se

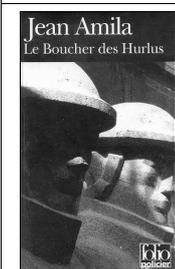
rencontrent dans l'immonde borborygme des tranchées de 1917. Vautrin décrit la guerre et les tranchées comme Jacques Tardieu les illustre, sans faux semblants, sans esthétisme, avec une humanité vraie. Vautrin a choisi son camp : "Les bancroches, les handicapés, les marginaux, les chômeurs, les différents, les laissés-pour-compte, les bannis, les impécunieux, les révolutionnaires, les humiliés, les opprimés de la société rouleau compresseur sont mes modèles".

Quatre soldats français : 1. Adieu la vie, Adieu l'amour. 2. La femme au gant rouge. 3. Les années fariboles. De Jean Vautrin, éd. Robert Laffont.

Après une histoire de quatre soldats en voici une de cinq. Condamnés à mort par le conseil de guerre, pour faire des exemples alors que les mutineries et les refus d'obéir se multiplient en 1917, ils seront jetés pour se faire tuer dans le no men's land entre les tranchées françaises et allemandes et déclarés morts. Après la guerre, la fiancée du plus jeune veut savoir, simplement savoir, comprendre ce qui s'est passé. Le livre racontant cette quête de la vérité, à travers les obstacles multiples qu'elle rencontre, les horreurs et les mensonges qu'elle découvre, est l'un des plus poignants

réquisitoire contre la guerre et la raison d'Etat qui en est toujours la justification idéologique. Bien plus poignant et fort que le film récent qui en a été tiré et qui se limitait pour rester "grand public" à une reconstitution à grand spectacle de fait de guerre désincarnés sur fond de bluette sentimentale.

Un long dimanche de fiançailles, de Sébastien Japrisot collection Folio éd. Gallimard.



La fiancée de Japrisot répondent les orphelins de Jean Amila. Dans "Le boucher des Hurlus" il imagine la vengeance de quatre enfants dont les pères ont été fusillés comme mutins sur le front en 1917 et qui veulent assassiner ce général boucher qui en fut responsable. La vie d'orphelins rasés et mis au ban de la société parce que leurs père ont osé lever la tête et une description de la société civile pendant

la guerre rendent ce livre passionnant, par delà une intrigue bien menée. Jean Amila, de son vrai nom Jean Meckert, est lui même le fils d'un mutin fusillé pour l'exemple. Ses personnages sont issus du peuple en prise avec un quotidien difficile et en révolte contre une société qui les humilie.

Le Boucher des Hurlus, Jean Amila CollectionFolio policier éd. Gallimard.

Giono est mobilisé en 1914 à l'âge de 19 ans. En 1916, il participe aux combats, batailles de Verdun, du Chemin des Dames, du Mont Kemmel où il est légèrement gazé aux yeux. Il découvre l'horreur de la guerre, les massacres, un choc qui le marque pour le reste de sa vie et il deviendra un pacifiste intrinsèque ce qui lui causera des ennuis aussi bien avec les bellicistes de 1939 qu'avec les épurateurs de 1945.

Au début du Grand Troupeau les hommes mobilisés ont quitté le village, un ou deux matins plus tard, tout le village va être réveillé par le bruit sourd, d'un immense troupeau qui descend de la montagne. Ce roman sur la guerre alterne des scènes de front (le troupeau des hommes qu'on mène de façon absurde à la mort) et des scènes de la vie rurale sur le plateau de Valensole (le troupeau des moutons en transhumance). En contrepoint de la mort sur

ordonnance qui règne dans l'abattoir des tranchées s'affirme la pulsion de vie et d'amour des femmes restées au pays. Giono craint que rapporter l'horreur ne suffise à dénoncer la guerre, voire que cela exalte les actes guerriers, aussi plutôt que de décrire de terribles combats il met en parallèle les hommes et les bêtes dont les destinés semblent se rapprocher. Parce qu'il évite toute complaisance et tout didactisme pacifiste, le Grand troupeau est un roman qui prend aux tripes et fait ressentir l'amour de la vie et la haine de la guerre.

Le Grand troupeau, Jean Giono, collection Folio éd. Gallimard.



Grisélidis Réal, la catin révolutionnaire

Au printemps 2005 s'est éteinte Grisélidis Réal. Elle était Suisse, d'origine Tzigane, prostituée et écrivain.

Dans les années 1970 Grisélidis Réal a pris fait et cause pour la lutte des prostituées, notamment lors de l'occupation de la chapelle Saint-Bernard, à Paris, en juin 1975. Elle balaya l'argument de l'aliénation par les proxénètes, soutenant que la prostitution peut être un choix, un acte libre.



La "catin révolutionnaire" était née. Elle contribua alors à fonder une association d'aide aux prostituées (Aspasi). Elle créa également, à Genève, un Centre international de documentation sur la prostitution.

Parallèlement à ce combat politique, Grisélidis Réal a développé une pensée positive de ce qu'elle nomma en janvier (dans la préface à *Carnet de bal d'une courtisane*, Verticales, mars 2005), "un Art, un Humanisme et une Science". "La seule Prostitution authentique est celle des grandes artistes techniciennes et perfectionnistes qui pratiquent cet artisanat particulier avec intelligence, respect, imagination, coeur, expérience et volontairement, par une sorte de vocation innée (...), sachant se mettre dans la peau de l'autre, déceler son attente, son angoisse, son désir et comment l'en délivrer sans dommage pour elle, ni pour lui."

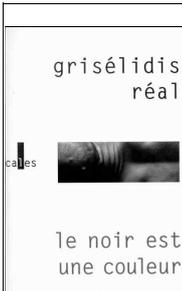
Deux livres d'elle ont été réédités en 2005 aux éditions verticale : "Le noir est une couleur", et "Carnet de bal d'une courtisane"

Le noir est une couleur (Balland, 1974, réédité chez Verticales en mars 2005), est un roman autobiographique. Grisélidis Réal raconte son histoire, le début de sa vie de prostituée, sans concessions ni misérabilisme, avec un lyrisme sombre et âpre puisé au coeur de l'expérience vécue.

Carnet de bal d'une courtisane (Verticales, 2005) est un recueil de textes, composé, d'une part, du "carnet noir" de Grisélidis Réal, dans lequel sont consignés par ordre alphabétique les prénoms de ses clients, agrémentés de leurs habitudes et manies, et du prix de la passe, et d'autre part d'un choix de textes de Grisélidis Réal en "courtisane révolutionnaire" qui mettent en lumière son engagement dans les mouvements de prostituées à partir de 1970.

Quelques infos de plus

- L'association d'aide aux prostituées Aspasi : www.aspasi.ch
- la revue "le fou parle" : interviews par Jean-Luc Hennig
- "les sphinx du macadam" (théâtre)
- "la passe imaginaire" (chez les bouquinistes : repris en poche presses Pocket)
- "à feu et à sang" éd. du théâtre de poche (Genève)
- "Grisélidis, courtisane" par Jean-Luc Hennig, éd. albin michel, 1981



Atant d'amies disparues, mortes de solitude, de trop d'amour donné, jamais reçu : à leur mémoire, il faudra que je dise comment le quotidien les a assassinées, et le mépris des gens. Et comme elles étaient belles, généreuses, pleines de talent et de mystère, entourées de tous ceux qui avaient tellement besoin d'elles, qui avaient faim de leurs caresses, de leur tendresse, de leur infinie patience, de leur savoir, de leur pouvoir. Devant leur mort, il n'y avait personne. Quelques

amis, et nous les soeurs perdues, à pleurer sans un geste, devant leur corps retourné à l'oubli. Dérobé pour l'éternité à ces milliers de mains qui l'avaient parcouru.

Quel silence, sous les fleurs. Et comme l'enfance remontait d'elles à nous, tissée d'orgue et d'encens, à travers d'anciennes prières, et de vies trop vécues.

Et quelle immense délivrance, qu'enfin elles ne souffrent plus, à jamais évadées de ce monde trop dur. Dormez en paix, constellations brisées.

extrait de "Le noir est une couleur" Grisélidis Réal, Genève, 1989.

LE BORDEL DU FUTUR

C'est là, enfin la plus belle victoire des Liges Abolitionnistes et de la propreté helvétique conjuguées au dernier cri de la morale judéo-chrétienne : il n'y a plus une seule Putain dans les rues de Genève, ni aux Pâquis, ni égrenées comme autrefois sous les ponts du boulevard Helvétique. On les a toutes recyclées en Bourgeoises-dites-Honnêtes à la périphérie de la ville, chacune dans un pavillon entouré d'un jardin, où elles coulent leurs derniers jours dans le calme de la repentance, aux frais de l'Etat et de l'Eglise, assistées socialement, médicalement et gratuitement par toute la communauté de leurs anciens clients reconnaissants.

Désormais délivrés de toute angoisse, de toute culpabilité et de la crainte autrefois toute-puissante des virus, les consommateurs de l'amour se rendent

régulièrement au palais comme au va au musée, où d'étage en étage, servis par d'habiles mécanismes cachés à l'intérieur des statues (à chaque fois immédiatement désinfectés après usage), ils réalisent impunément leurs fantasmes. Ces splendides Robots érotico-sexuels fonctionnent jour et nuit, mobiles, souples, se déplaçant à volonté, avançant qui une main ou un cul compatissants, une bouche vibratile, une verge à la finesse de pulpe, un clitoris fruité, parfumé à la fraise ou au lys martagon, offerts à la convoitise des usagers éblouis.

Nul besoin maintenant dans ce Paradis aseptique d'avoir recours aux anciennes rebutantes protections (plus connues sous le nom des capotes anglaises) au goût si âcre, et qui pétaient souvent au moment le plus dramatique, vous menaçant d'une mort à long terme.

Tranquilles, sûrs de leurs droits et n'éveillant la jalousie de leurs épouses par

aucune aventure "sur le vif", bien au contraire, les soulageant d'un devoir conjugal et bestial trop souvent répété et subi à leur corps défendant... les citoyens s'en retournent chez eux libérés et joyeux, et tout réconfortés de pouvoir sans arrière-pensée se consacrer à leur famille et spirituellement à leur femme, n'ayant qu'une tendresse sans risque à lui donner, et sans craindre l'échec qui guettait autrefois des rapports incertains.

C'est ainsi que Genève, ville humaniste de toute éternité se souvenant de sa grande époque de pureté calviniste, a su rendre tout leur éclat aux Droits de l'Homme enfin réconciliés avec les Droits si souvent méconnus et trop bafoués de la Femme.

extrait de "Carnet de bal d'une courtisane" Grisélidis Réal, Péripatéticienne, in "Mot de Passe" n°5, avril 1993.

Le monde a fait de moi une putain, je ferai de lui un bordel. B. Brecht

12 - Allo ! Démocratie locale ?

Les communautés de communes : pas en avant ou régression de la démocratie locale !

La sécession de dix des dix-huit communes de la communauté de communes Aubusson-Felletin, qui ont demandé la dissolution de celle-ci, a alimenté la chronique régionale pendant cet été.

Dans cette crise, il y a d'abord d'évidentes raisons politiciennes : les maires des communes contestataires (qui représentent 28 % de la population totale) se sont fort bien accommodés, pendant les trois premières années d'existence de la communauté de communes, d'un fonctionnement opaque, dans lequel il n'y avait guère de place pour l'information des délégués au conseil communautaire et encore moins pour la discussion. Et c'est au moment où, sous l'impulsion du nouveau président, des progrès importants sont faits dans le sens de la transparence et de la mise en place de véritables débats, qu'une opposition radicale se fait jour ! Il est clair que la manœuvre vise à affaiblir celui qui apparaît comme un dangereux rival politique (le président de la communauté, maire et conseiller général d'Aubusson) et est orchestrée par des responsables politiques d'un autre gabarit que celui des maires des petites communes d'Aubusson-Felletin.



Mais au-delà de ces problèmes particuliers, cette crise met en lumière des questions récurrentes concernant les communautés de communes : leurs conditions de création, l'opposition entre petites et « grosses » communes, et la difficulté de parvenir à un fonctionnement démocratique. Les conditions de création des communautés de communes sont souvent déterminantes pour la qualité de leur fonctionnement. En effet, là où l'habitude de la coopération intercommunale n'existe pas ou peu, la création des communautés de communes apparaît comme plus ou moins forcée par l'état (par les dotations budgétaires et le pouvoir du préfet d'en fixer le périmètre).

Dans notre secteur géographique,

Aubusson-Felletin n'est pas le seul exemple de création où le rôle des représentants de l'état a été déterminants. La commune de Peyrat-le Château a été rattachée à la communauté d'Eymoutiers malgré le refus de son conseil municipal ! Il nous semble que la décision de création d'une telle entité territoriale devrait être volontaire, partir de la base et s'articuler autour de projets communs.

En revanche, là où des contrats de pays, des chartes intercommunales ou d'autres formules de coopération ont été mis en place depuis des années (on peut penser à Haute Marche-Combrailles ou au Plateau de Gentioux), les communautés de communes permettent généralement de dépasser les égoïsmes communaux.

Dans la plupart des communautés, on retrouve la rhétorique classique des petits contre les « gros » : les plus petites communes, les plus rurales, se méfient des plus « grosses » (tout est relatif !) accusées d'être dépensières et de « tirer la couverture à elles » en étant le siège des principaux projets d'infrastructures. Que la réalisation de projets communs, fussent-ils géographiquement situés dans les plus gros bourgs, soit profitable à l'ensemble du territoire, n'est pas spontanément admis ; la conscience d'une solidarité intercommunale ne peut se créer que progressivement, avec patience et diplomatie.

La difficulté de parvenir à un fonctionnement démocratique est générale et la communauté de communes ne fait qu'aggraver les défauts de la délégation de pouvoirs. Les conseils communautaires sont composés d'élus municipaux désignés par chaque conseil municipal. Cette élection à deux degrés s'ajoute à la lourdeur de ces instances (une soixantaine de délégués dans le cas d'Aubusson-Felletin) pour rendre très aléatoire la circulation d'information et encore moins facile la pratique du débat et la confrontation des positions de chacun.

Le manque de formation et d'informations des élus, la tendance des maires à l'omnipotence dans leurs communes et l'habitude de se limiter à des préoccupations uniquement financières et à courte vue les empêchent de parvenir à une vision globale et à long terme nécessaire pour l'élaboration de projets communautaires suscitant l'adhésion et si possible l'enthousiasme.

L'information, souvent déficiente au sein des instances de la communauté de communes, est encore plus difficile en direction des conseils municipaux, et la plupart du temps indigente vers la population. Enfin, comme dans toutes les instances de la décentralisation, les communautés de communes créent de nouveaux décideurs, des « super-maires » au pouvoir pas toujours bien contrôlé.

Vers une commune libertaire

Même si, à de très rares exceptions près, le fonctionnement des « communes » ne sont que le simple reflet plus ou moins exact de celui que l'on peut retrouver jusqu'au plus haut niveau de l'état avec son idéologie autoritaire et les tares qui vont avec, les anarchistes se sont toujours intéressés à cette entité de base qui constitue la plupart des sociétés. Ils l'ont critiquée et ils ont combattu régulièrement ses dérives anti-démocratiques ; mais ils ont aussi réfléchi à un autre fonctionnement possible, libertaire, basé sur une démocratie « directe » réduisant la délégation de pouvoir (voire même la faisant disparaître), véritable poison constitutionnel de toute structure politique et sociale.

De très nombreux écrits peuvent permettre d'avoir une assez bonne idée de ce travail de réflexions et de propositions libertaires. Par exemple, nous pouvons citer :

- « *Le quartier, la commune, la ville... des espaces libertaires !* » (municipalisme et communalisme) Collectif (2001).
- « *Des municipalités... à la commune libertaire* » Collectif (1983).
- « *Pour un municipalisme libertaire* » de Murray Bookchin (2003).

Même si nous ne partageons pas exactement la vision de J-F Pressicaud sur les « communautés de communes », nous pensons que son point de vue peut présenter un intérêt pour les lecteurs de CREUSE-CITRON.

Les communautés de communes permettront une avancée de la démocratie locale si l'ensemble des habitants de ces territoires s'intéressent à ce qui se prépare et se décide, et s'ils font connaître leur point de vue ; il faut aussi que ceux qui occupent des postes de responsabilité soient plus préoccupés de la circulation d'information et de la confrontation des opinions que de l'efficacité à court terme.

A Aubusson-Felletin, la crise actuelle aura au moins eu le mérite de mettre en lumière les manques dans ce domaine et de réveiller la volonté de les combler. De plus, elle aura sans doute fait naître le sentiment de la nécessaire solidarité entre les communes qui la composent.

La communauté de communes, dans l'idéal, permet l'éclosion et la réalisation de projets plus importants que ceux de communes isolées tout en évitant l'écueil de la fusion négatrice de la personnalité de chaque collectivité de base.

J-F PRESSICAUD

Félicitations au Centre d'art contemporain de Vassivière !

La réflexion politique se développe, une ferme lucidité vient de s'exprimer tant au niveau du Conseil Général de la Creuse que de la Région Limousin. Même le ministère de la Culture et de la Communication s'associe à cette

initiative...

Ainsi, comme le dit l'invitation aux dernières créations de Claude Lévêque (1) actuellement exposées au Centre international d'art et de paysage de l'île de Vassivière :

Il va de soi que *Creuse-Citron* s'associe à de tels propos... Et puis une suggestion ! Nos élus ne devraient-ils pas mettre à notre disposition des autocollants que nous pourrions placer sur les voitures, motos, bicyclettes et autres supports muraux...Quoi qu'il en soit et dès à présent, toutes nos félicitations pour cette remarquable initiative citoyenne !...

La rédaction de CREUSE-CITRON

P.S. Il n'y a aucun « montage » de notre part.

(1) *Claude Lévêque est né en 1953 à Paris. Il vit et travaille à Montreuil. Il compte aujourd'hui parmi les artistes les plus importants de la scène contemporaine. En 1982, il participe à la 12e biennale de Paris, en 1984 la galerie Eric Fabre lui consacre sa première exposition personnelle. Depuis, le travail de Claude Lévêque a acquis une dimension internationale: il expose régulièrement aussi bien en Europe qu'en Amérique ou en Asie.*

"Une fête libre illégale fait vaciller la loi de l'ordre répressif"

Vers la fin août, alors que se déroulait à l'ouest de Paris, le teknival officiel estampillé «SARKOVAL» (après une longue et très médiatique polémique dans le Limousin !), un autre teknival, lui, illégal, s'installait en toute subversion dans le pays des Cathares près de Béziers !



Il semblerait que certains organisateurs de «rave-party» aient enfin compris qu'ils étaient manipulés par le pouvoir et plus particulièrement, par un ministre de l'intérieur, bien connu pour sa démagogie

populiste à dégueuler ! Cette manipulation n'est pas nouvelle : on se souvient de Millau, mais le summum fut, sans doute, atteint cet été avec les polémiques à plus en finir autour du projet d'un teknival en Limousin. En réalité, le choix de départ, la Corrèze, était une idée des services de Sarkozy pour embêter Chirac ! Tout est bon pour régler quelques comptes politiques, même d'utiliser à leur insu quelques naïfs teufers.

Plus sérieusement, il est clair que l'état n'a qu'un but : contrôler, neutraliser, formater un mouvement qui, par beaucoup de ses côtés, tente d'être un des « derniers bastions de résistance libertaire à la société marchande consumériste ». On a vu ce qu'il en a été en Angleterre dans les années 80 (la mère Thatcher n'a pas hésité à employer la manière forte pour liquider les «travellers») ainsi que tout dernièrement avec une répression sans précédent (utilisation d'un char!) lors d'un des plus grands rassemblements interculturels libres en Tchèque. Aujourd'hui, en France, va-t-on vers ces mêmes méthodes ou bien continuera-t-on à neutraliser, dénaturer voire

aseptiser ce mouvement ? Dans tous les cas, le résultat risque d'être le même.

Refusant cette disparition programmée, certains «irréductibles des free-party» ont lancé un appel à la résistance et à la désobéissance. Le mouvement FREE est entrain de se reconstruire. Début septembre, ils ont commencé à faire circuler un texte dans lequel :

- ils dénoncent entre autres «le gouvernement français, ses irresponsables corrompus et sa politique de désocialisation (...) qui tentent d'étouffer le mouvement FREE français...»,
- ils déclarent entre autres «leur rupture totale avec l'ensemble du système capitaliste (...), la réappropriation immédiate légitime de leur liberté culturelle» et «la naissance de FREE FEST, festival anti-autoritaire autogéré».

CREUSE-CITRON peut fournir le texte intégral de la déclaration du mouvement FREE à ceux qui sont intéressés. Pour tout contact, une messagerie provisoire : freefest@no-log.org

Francis LAVEIX

Etrangers, ne nous laissez pas tous seuls avec les Français

14 – Mauvaises lectures

Henri NANOT, un « suicidé de la société »

Qui se souvient de cet agriculteur si attachant (ancien FTP du maquis Guingouin), embarqué dans une étonnante affaire d'attentats se soldant par un « lynchage » politique définitif (la mort !) ? Une affaire écœurante qui ne peut que susciter des réactions d'extrême révolte chez toute personne un tant soit peu attentive aux choses « politiques ».

En 1957 à Masseret (Corrèze), suite à trois attentats inoffensifs des plus étranges (provocations policières ?) visant le sénateur Champeix, alors secrétaire d'état aux Affaires Algériennes, Henri Nanot allait subir l'hallali général des nostalgiques de la collaboration et des médiocres résistants de la dernière heure.

C'était un « homme seul » lâché tant par les socialistes que les communistes, qui n'hésitait pas à réclamer la Paix en Algérie et à dénoncer la politique colonialiste de la France, ceci à une époque où ce genre de propos ne pouvait qu'attirer de sérieux ennuis à celui qui les tenait ! Ajouté à cela une atmosphère délirante et revancharde poussant au discrédit le plus fort de tout ce qui pouvait rappeler le Maquis voire la Résistance (« L'affaire Guingouin » reste dans toutes les têtes), le petit « paysan surréaliste », ami d'André Breton et de Jehan Mayoux (cf IPNS n°10) ne faisait vraiment pas le poids !

Dans un texte intitulé « Mémoires d'Outre-Taules », il nous explique qu'il fut « arrêté à l'aube du 30 mai 1957 (et fut) à moitié assassiné dans les locaux de la P.J de la ville la plus neurasthénique de France, Limoges (Pourri-Match dixit) ». Ce tabassage en règle le fit atterrir mourant à l'hôpital puis à l'asile psychiatrique. Et pour finir, ce fut 5 ans de réclusion malgré l'absence de la moindre preuve un peu sérieuse. Cet « homme seul », poète, surréaliste, antimilitariste, pacifiste, révolutionnaire, « fou de liberté » ne pouvait guère espérer mieux !

Trimballé sans cesse de prison en prison et subissant un acharnement continu de la part des responsables administratifs et politiques, il n'abandonna pourtant jamais l'idée que l'on finirait par admettre qu'il était innocent. Cependant cette très forte pression physique et morale qui était exercée sur lui sans jamais le moindre relâchement finit par l'affaiblir au point de le faire sombrer dans la folie.

Ironie d'un sort bien peu naturel, il mourut le jour de sa libération définitive !

La citation mise en exergue reflète exactement la situation dans laquelle « l'homme libre », le libertaire se trouve confronté :

« Celui qui devient criminel, c'est celui qui reste à l'écart des ineptes et enragées coalitions grégaires ; c'est celui qui ne veut pas hurler avec les loups.

Toute société vit d'illusion et de mensonge collectif. Elle a pour ennemies naturelles la clairvoyance et la sincérité des individus.

Tout droit est un droit de classe. Il protège la catégorie sociale dans l'intérêt de laquelle il est fait et refuse sa protection à ceux qui n'en font pas partie ou vivent en marge de cette catégorie ».

Georges Palante « l'individu en détresse »



Henri Nanot (1921 – 1962) un amour fou de liberté de René Rougerie (Editions Lucien Souny).



toujours recycler les ordures » (SN n° 2639).

Ce cocktail détonnant fait d'un mélange assez indigeste à base de lobby d'énergies renouvelables et de recoins de l'or noir en voie de déchéance, fait souffler un vent à défriser le plus paisible dolmen de Ploërmel. Et tout cela sur un fond de trafic d'éoliennes ! Il n'y a plus qu'à se faire une raison :

qu' « autant en rapporte le vent » !

d'Hélène CRIE-WIESNER Série noire n°2729 (Editions Gallimard)

A lire du même auteur : « On peut



permis de mieux faire connaître ? Réfractaires à la guerre d'Algérie (1959-1963) avec l'Action civique non violente, Erica Fraters. (Editions Syllepse) à paraître.

Sans commentaires : extrait du discours de Sarkozy aux préfets le 9 septembre 2005.

La lutte contre l'immigration irrégulière doit constituer le deuxième axe majeur de votre action.

Plus encore qu'une obligation de moyens, c'est une obligation de résultats qui vous est fixée. [...]

Il vous faut aussi ne pas hésiter à utiliser toutes les marges de manoeuvre autorisées par la loi. Elles sont réelles. Vous devez ainsi faire usage des pouvoirs que vous donne le code de l'entrée et du séjour des étrangers, quelles que soient les sollicitations locales.

Je vous demande de savoir résister aux pressions de tels ou tels "collectifs" ou "coordinations", qui ne représentent qu'eux-mêmes [...]

L'implication politique de l'artiste à travers ses œuvres

Comment, à mon échelle, puis-je analyser les rapports entre l'art en général, mon art en particulier et la politique ? Pour ce qui est de l'art en général, beaucoup de choses ont été dites, et souvent bien mieux dites que je ne pourrais jamais le faire. Mon art EST mon discours, c'est mon réel moyen d'expression. Or, mes créations n'ont pas un discours facilement identifiable. Je laisse à l'observateur la liberté de recevoir et de voir ce qu'il peut et veut. Je ne considère pas mon travail comme provocateur (encore que...), révolutionnaire ou pédagogique. Mais il est entièrement libre de toute contrainte puisque ne dépendant d'aucune subvention ni d'une école de pensée et que la seule contrainte que je me permette c'est de ne pas me laisser emprisonner par une technique, une couleur, un support ou un outil.

La liberté, l'indépendance, le refus des règles que le métier d'artiste suppose et le choix de vie qu'il impose sont réellement finalement un choix politique. Que peut-il y avoir de plus directement politique dans ma création ?

Le sujet

Je laisse une grande place au hasard. Je ne me dis jamais : aujourd'hui, je fais ça, ça et ça. J'attends plutôt de saisir le bon moment. Il m'arrive pourtant de travailler sur un thème ou une commande et là le choix peut être politique mais le thème soumis reste en général assez vague pour n'être dérangeant pour personne.

Les sources d'inspiration

Je l'ai déjà dit, je laisse une grande place au hasard. Mais le hasard est forcément fortement influencé par ma culture, la perception que j'ai du monde qui m'entoure, les choix personnels que j'ai faits, les lectures et les discussions que j'ai eues, les émissions de radio que j'écoute. Le rejet du mépris de l'humain, de l'animal et de l'environnement qui prévaut dans l'évolution des sociétés actuelles est si profondément ancré en moi qu'il ne peut que ressortir dans mes œuvres. Mais une œuvre est le résultat d'une longue maturation qui donne à voir un aspect différent d'un sujet, une approche hors des langages habituels.

Le mode de diffusion

Là, il y a peu de choix. Si l'on est reconnu par les institutions, tout n'est pas réglé mais la diffusion est prise en charge. Sinon il faut relever ses manches et trouver tout seul les lieux de diffusion, un galeriste intéressé, un réseau...

La démarche

Ma démarche tout simplement humaine n'est pas directement explicite dans mes réalisations plastiques mais elle y existe : privilégier les rapports humains, le respect, la contemplation, le plaisir d'apprendre et de découvrir, l'engagement...

D'un point de vue plus général l'artiste est par essence indépendant, sincère, égoïste, anarchiste. Ce qui ne le protège nullement de tentatives de contrôle ou de récupération. S'il n'est pas reconnu par les institutions l'artiste doit devenir un être multiple : transporteur, menuisier, déménageur, électricien, attaché de presse, gestionnaire, agent culturel, philosophe de l'art et enfin, s'il reste du temps et de

l'énergie, plasticien. Le tout avec ses propres moyens qui en général lui sont fournis par un petit boulot d'appoint, le RMI, l'enseignement... Quoi qu'on en dise et malgré le n° d'affiliation à la Maison des Artistes, le statut d'artiste n'est pas reconnu en France car le « produit » artistique est instable, compliqué à classer, difficilement quantifiable, très aléatoirement rentable, unique par définition, et donc peu respectable. Même l'artiste connu et reconnu n'a pas droit au même respect que le financier, le gestionnaire, le politique.

Quelque part il reste un rigolo, un instable, un marginal. Les institutions publiques qui pourraient au minimum se contenter d'informer les Français sur la diversité de la création contemporaine, de ses représentations et de ses discours imposent en fait un (bon) goût officiel. Les artistes ne sont pas corporatisés, syndicalisés, regroupés, unifiés mais marginaux. On ne traite pas un marginal comme une corporation qui plus est, il n'existe pas une forme d'art, de création, mais différentes formes, différents aspects, différents problèmes et différents ego. La seule solution pour l'artiste va être de faire cavalier seul ou de monter des associations, des friches, d'accepter et même de revendiquer sa marginalité.



Le minotaure (40 x 30 cm)

Elisabeth ROGERS

Elisabeth Rogers est une artiste qui est venue vivre en Creuse voilà quelques années et qui a installé son atelier de recherche et de création à Royère de Vassivière. Elle a exposé à plusieurs reprises : à Eymoutiers, à Bourganeuf, à Royère de Vassivière, à Guéret,...

C'est l'ignorance qui fait les résignés.

C'est assez dire que l'art doit faire des révoltés. Fernand Pelloutier.

16 - Poètes, vos papiers !

BAVURE À LONDRES

Engagés, encagés, endoctrinés
Nous intéresse le Plan de carrière
Pour cela il faut objectiviser
Au pouvoir jurer fidélité
Agir l'arme au côté
 Tel sujet s'enfuit affolé
 Tirer cinq balles toutes mortelles
 Surtout la première
 Toujours objectiviser
Le but suprême étant le grade au dessus
C'est une question d'intelligence
De respect total de la loi
Et du Législateur appointé

La chasse au faciès continue
Certains visages sont d'emblée suspects
Pour nous c'est l'outil de la promotion
On tire d'abord, après...on voit

N'oublie jamais le plan de carrière
 Et l'objectif :
La retraite d'officier supérieur respecté.
 Roger FERRON

Neige en Creuse

Boules blanches à Guéret

Tomates de Holland

Mary PREDEN

Dans le cadre du mois du « film documentaire », l'association creusoise **MEMOIRE A VIF** présente :

L'ENFERMEMENT



- Vendredi 4 novembre 2005 à 20 heures , Cinéma Le LIDO
Une part du ciel de B. Liénard
- Samedi 5 novembre 2005 , Théâtre Expression 7
15h : Projection de **La raison du plus fort** de P. Jean
16h30 : **Récits de la Kolyma** de Varlam Chalamov, extraits dits par Charlie Bauer
17h30 : Débat : **En finir avec l'enfermement**, en présence de Hellyette Bess, Charlie Bauer et un représentant de l'OIP (Observatoire International des Prisons).
19h : Apéritif concert avec Dominique Grange.

à
LIMOGES

Vengeance d'état

Dernièrement 2 membres du groupe d'Action Directe ont renouvelé leurs demandes de libération conditionnelle, Nathalie Ménigon (partiellement hémiplégique) et Jean-Marc Rouillan. Le résultat ne se fit pas attendre : rejet pour les deux. Pour l'une par « absence de repentir » et pour l'autre par « reniement pas suffisamment explicite » !

Il est clair que l'état fera tout pour qu'ils crèvent en prison la gueule ouverte.

11 novembre 11h à Gentioux rassemblement pacifiste

A partir de 12h30 repas des partageux au Villard (entre Gentioux et Royère), buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun. Et aussi tables de presse, librairie, musique, projections vidéo.

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations. Sachant que tout a un coût, sachez que celui de fabrication de Creuse-Citron est de 50cts.

Creuse-Citron s'adresse

à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Creuse-Citron est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron

Courrier : 7, Les Chambons
23150 St-Martial Le Mont

Courriel : creusecitron@free.fr

IPNS

Dépôts

Aubusson : Bar **Au Fabuleux Destin**, 6 rue Roger Cerclier.

Champagnat : Snack-bar **Aux deux Pas d'Ia**

Chaussidoux : Bar Restaurant **La Stabu**
23200 St Maixant

Guéret :
Bar-tabac **Le Balto**, place du Marché.
Librairie **Les Belles Images**, rue Eugène France.

Royère : Bar **L'atelier**.

Sardent : Bar **Chez Bichette**

Eymoutiers : Librairie **Le Passe-Temps**

Lupersat : Bar **L'heure creuse**

Champagnat / St Domet : à **La Naute**

La Celle sous Gouzon : à **La Spouze**

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. **Creuse-Citron** étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et envoyez-nous le montant correspondant en timbres. Ou bien adressez-nous un courriel pour recevoir la version PDF. Vous pouvez vous procurer les anciens numéros sur demande.



© La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.